

La quasi-totalité des stations de ski européennes menacées par un réchauffement à 4 °C



Sans enneigement artificiel, 98 % des 2 234 stations de ski européennes étudiées dans 28 pays européens devraient être exposées à un risque très élevé d'approvisionnement en neige en cas de réchauffement climatique à 4° C. Un scénario qui est celui retenu en France d'ici à la fin du siècle par le Conseil national de la transition écologique.

Telle est la conclusion à laquelle parvient une étude publiée ce lundi 28 août dans la revue *Nature Climate Change*, qui souligne toutefois que le risque lié au défaut d'enneigement est hétérogène d'une région de montagne à une autre, et au sein de chacune d'elles.

Avec un tel réchauffement, en faisant appel à de l'enneigement artificiel sur 50 % de la surface des stations, la proportion de stations exposées à un risque très élevé s'abaisse à 71 %, mais la demande en eau et en électricité est alors accrue. En revanche, avec des niveaux de réchauffement climatique limités à 2 °C, la proportion de stations exposées à un tel niveau de risque s'abaisse à 53 % sans enneigement artificiel et à 27 % avec. « *Des réductions plus rapides des émissions limiteraient le risque concernant l'approvisionnement en neige pour le tourisme de ski, ainsi que la demande d'enneigement artificiel et les externalités associées : demande en eau, demande en électricité et émissions associées* », conclut Samuel Morin, chercheur à Météo-France et au CNRS à Toulouse et Grenoble.

« Le principal défi consiste à développer et à mettre en œuvre des voies de développement qui réduisent massivement les émissions globales de gaz à effet de serre du tourisme de ski, principalement liées aux transports et au logement, tout en maintenant des activités écologiquement durables offrant des moyens de subsistance à un large éventail de personnes vivant dans les zones de montagne », explique Hugues François, auteur principal de l'étude. « La question reste ouverte de savoir dans quelle mesure le tourisme de ski jouera un rôle majeur à long terme dans ces régions », ajoute le chercheur à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae Grenoble).



Laurent Radisson, journaliste
Rédacteur en Chef de Droit de l'Environnement

Publié le 28/08/2023 – Actu Environnement